

Contre tout gouvernement d'union nationale avec les macronistes et LR ! Face au RN, une seule alternative : une gauche de rupture qui refuse le « front républicain » !

Après la « digestion » des résultats lundi, les appareils des partis bourgeois tentent d'échafauder des scénarios sur l'après second tour. En raison du désistement de l'ensemble des candidats du Nouveau Front populaire (NFP) qui sont arrivés en 3e position et d'un nombre conséquent de désistements du camp macroniste (qui se sont néanmoins maintenus dans de nombreuses circonscriptions où ils sont arrivés derrière les candidats de LFI), il est en effet fort probable que le RN n'ait pas de majorité absolue au soir du 7 juillet. S'il faut tout faire pour qu'il y ait une majorité de député-e-s du NFP, le scénario le plus probable est la division de l'Assemblée nationale en trois tiers de taille comparable : un tiers pour l'extrême droite, un tiers pour le bloc de droite (Ensemble et LR) et un tiers pour la gauche.



Les macronistes et LR auront réussi à sauver les meubles et maintiendront une force politique. Si le score des macronistes est en net recul par rapport à 2022 (bien que nettement plus élevé qu'aux élections européennes), le mode de scrutin et les désistements vont leur bénéficier à plein. En effet, le score global du NFP est nettement supérieur à celui de la liste Ensemble pour la République, la gauche est très forte dans les grandes métropoles et faible dans les zones rurales, alors que le score des macronistes est plus homogène. **Dès lors, la gauche arrive souvent en 3e position dans les zones rurales et le désistement systématique va permettre au « bloc central » d'obtenir un nombre de sièges assez similaire à celui de la gauche.**

La Tendance Claire approuve ce choix de désistement, auquel elle a appelé, car il est nécessaire pour empêcher le RN d'avoir une majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est un positionnement purement tactique et conjoncturel, qui n'implique aucun type d'accord, et évidemment pas de type gouvernemental, avec ces forces bourgeoises réactionnaires qui sont nos ennemies. **Les forces de la gauche bourgeoise n'attendent pas le soir du second tour pour trahir l'accord du Nouveau Front Populaire** : elles envisagent de plus en plus ouvertement la possibilité d'un gouvernement d'union nationale (plus ou moins temporaire) avec les macronistes et LR pour donner une majorité au pays face au RN. Il est en effet fort possible que le PS, les

Verts, Ensemble et LR disposent d'une majorité absolue sans avoir besoin du soutien de LFI. Ce serait bien évidemment la fin immédiate du NFP : un gouvernement de coalition avec la droite n'appliquera en aucun cas le programme du NFP

Nous n'avons aucune illusion dans la gauche bourgeoise. En 2022, immédiatement après la fin des élections législatives, le PS, les Verts et même le PCF s'étaient assis sur le programme de la NUPES et avaient multiplié les attaques contre LFI, avec le soutien de la bourgeoisie (et notamment de ses médias). Ils s'étaient alliés avec LFI par pur opportunisme, pour sauver leurs appareils et leurs élu-e-s, aidé-e-s en cela par la tactique court-termiste et parlementariste de Mélenchon. C'est la même chose cette fois-ci : aucun de ces appareils n'a l'intention de respecter l'accord programmatique, et ils sont prêts à participer à n'importe quelle combinaison pour trouver une majorité face au RN. C'est ce type de pratiques qui fait, et qui continuera de le faire, le lit du RN.

De fait, la situation polarise les positions politiques et met en évidence les tensions qui s'exercent au sein des appareils. **L'aile gauche du NFP, incarnée par LFI, a pris fermement position en refusant d'office de participer à un gouvernement « républicain » d'union nationale.** Pourtant, l'aile droite de LFI, en la personne de François Ruffin, a déjà franchi le Rubicon en déclarant publiquement qu'il envisageait d'y participer, plaçant 3 conditions préalables : l'abrogation de la réforme des retraites, le rétablissement de l'ISF et le référendum d'initiative citoyenne. Il s'agit de la liquidation du programme du NFP en échange d'un poste bien fragile. Ces clivages refont aussi surface chez les écologistes qui, comme nous l'analysions au moment de la campagne des élections européennes, se trouvent pris en étau entre les deux arcs de forces qui ne cessent de traverser ce courant : écologie de « rupture » ou d'« accompagnement ». En effet, Marine Tondelier se dit prête à l'exercice du pouvoir dans un gouvernement d'union nationale, à l'inverse de Sandrine Rousseau qui s'y oppose. De fait, la crise chez les écologistes ne cesse de s'accroître, mettant en évidence que l'écologie est une cause politique qui doit être adossée à la perspective de la lutte contre le capitalisme et pas un « greenwashing » néolibéral. C'est à cette lumière que l'on doit lire la détestation de Mélenchon par l'ensemble des forces droitières du NFP. Tous ces politiciens de la gauche bourgeoise répètent en boucle que Mélenchon doit se taire, qu'il ne sera pas premier ministre... mais ils sont prêts à cautionner toutes les combinaisons. Derrière leur détestation de Mélenchon se cachent leur détestation pour le programme même du NFP, pour celui qui incarne la défense de ce programme, et leur volonté de s'en extraire à la moindre occasion.

Les postures des politicien.ne.s bourgeois.e.s, qui priorisent les magouilles internes pour garder le pouvoir, alimentent le vote RN : s'il s'agit évidemment d'un vote dans une large mesure identitaire, c'est-à-dire raciste, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit aussi d'un vote de rejet de la politique opportuniste, carriériste et fondamentalement anti-sociale de l'ensemble des partis institutionnels historiques (PS, LR) et plus récents (LREM). C'est d'ailleurs ce qu'avait synthétisée Marine Le Pen lorsqu'elle se présentait comme la première force d'opposition à l'« UMPS ». La

compromission et la trahison des partis sociaux-démocrates sont l'une des plus grandes causes de l'augmentation des voix du RN.

D'ici dimanche, il est très important de mobiliser nos forces pour élire un maximum de député-e-s du NFP, car il s'agit d'empêcher le RN d'arriver au pouvoir. Pour notre part, **nous concentrons bien sûr nos efforts pour l'élection des candidat-e-s LFI**. Dans les autres circonscriptions, il est nécessaire d'interpeller les candidats des autres forces politiques du NFP : s'engagent-ils et elles à refuser de soutenir un gouvernement d'union nationale avec les macronistes ? S'engagent-ils et elles à défendre le programme du NFP après les élections ? Sans remettre en cause notre appel au vote pour l'ensemble des candidats NFP, notre investissement militant dans leur campagne doit dépendre des réponses qu'ils apportent : toutes les candidatures du NFP ne se valent pas !

Après le 7 juillet, la recomposition politique va probablement s'accélérer à nouveau. La situation sera instable et il faut se tenir prêt à toutes les éventualités. Si un gouvernement d'union nationale se mettait en place, il serait fragile et à durée de vie limitée. Il achèverait de discréditer les forces politiques qui y participeraient. Il est de plus en plus probable que la lutte pour le pouvoir se jouera entre un bloc structuré autour du RN et un bloc structuré autour de LFI.

Construisons les groupes d'action de la France Insoumise !

Défendons la nécessité de rompre avec le capitalisme pour pouvoir mettre en place les mesures qui vont vraiment changer nos vies !

Engageons la transformation de la France Insoumise en un grand parti démocratique du mouvement ouvrier, de la jeunesse et des quartiers populaires !

Gaston Lefranc, le 4 juillet 2024